

Devenir membre maintenant  
sous [udc.ch/participer](http://udc.ch/participer)

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Avril 2026

+ 100'000 habitants par an  
dans notre pays, qu'est-ce que ça  
implique ?

Pages 8-9

L'UDC œuvre au  
parlement contre la  
criminalité importée

Page 11



Réduire le service  
civil, renforcer  
notre armée !

Page 13



## Pas de Suisse à 10 millions !



# Protégeons la Suisse

# OUI

## Initiative pour la durabilité



AZB, 3001 Bern Post AG, UDC Suisse, secrétariat général, case postale  
Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 7'187 ex.  
[udc.ch](http://udc.ch) – [franc-parler@udc.ch](mailto:franc-parler@udc.ch) – Avril 2026  
Conception du Franc-parler : GOAL AG



# Notre patrie est en jeu !

**L'UDC a nettement progressé dans toutes les élections cantonales. Mais nous avons perdu le vote sur l'injuste imposition individuelle. C'est un signal d'alarme ! Nous devons désormais nous battre ensemble pour notre patrie, contre une Suisse à 10 millions d'habitants, donc en votant OUI à l'initiative pour la durabilité !**

Le 8 mars était tout de même satisfaisant ; pour la troisième fois consécutive, les climatofanatiques ont essuyé un revers sans précédent. Les électeurs suisses ont rejeté l'initiative sur le fonds pour le climat avec plus de 70 % de non, après avoir déjà rejeté l'initiative des Jeunes socialistes et l'initiative sur la responsabilité environnementale. Le peuple a des préoccupations plus urgentes : la forte hausse de la criminalité, la pénurie de logements due à l'immigration de masse ou encore l'urbanisation excessive de notre pays.

## **L'UDC est désormais le premier parti à Obwald et à Nidwald**

Ce dimanche de votation était également un jour d'élections dans de nombreuses localités. Là aussi, une chose est apparue clairement : les Suisses veulent à nouveau une politique clairement bourgeoise. C'est ce que défend l'UDC. Notre parti est dé-

sormais la première force au sein des parlements d'Obwald (+5,1 %) et de Nidwald (+3,6 %) et je leur adresse mes plus sincères félicitations !

Nous avons également enregistré une forte progression lors de diverses élections communales. C'est un bon signe. Notre parti se renforce à la base. Dans le canton de Fribourg, l'UDC a remporté 54 sièges supplémentaires dans les parlements communaux et 21 sièges dans les exécutifs communaux. Dans le canton de Vaud, l'UDC a gagné plus de 70 sièges. Et dans le canton de Zurich, l'UDC a remporté 7 des 8 parlements communaux.

## **Nous avons besoin de tous nos membres et de tous nos sympathisants !**

Mais le 8 mars a également été un coup de semonce : nous avons perdu le référendum contre l'injuste im-

position individuelle. Il faut maintenant se mobiliser pour l'initiative pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ! ».

Préservez ce que nous aimons ! Commandez nos drapeaux et accrochez-les sans tarder. Nous avons maintenant besoin de tous nos membres et de tous nos sympathisants. Nous menons seuls ce combat pour notre patrie. Mais ensemble, nous pouvons remporter cette initiative décisive.



**Marcel Dettling**  
Conseiller national et président  
de l'UDC Suisse



# Mobilisons-nous ensemble pour notre Suisse : Tu es notre meilleur ambassadeur et le plus important !

De nombreux Suisses en ont assez de cette immigration démesurée. Mais nous ne gagnerons que si tout le monde va voter. C'est là que tu entres en jeu ! Parle à tes amis, à tes voisins, à tes collègues de travail, à ta grand-mère et à ton petit-fils. Encourage-les à voter OUI à l'initiative pour la durabilité. Les autres y parviennent avec de l'argent ; nous, avec notre conviction ! Tu veux en savoir plus ? Sur [www.initiativedurabilite.ch](http://www.initiativedurabilite.ch), tu trouveras les faits et arguments les plus importants. Tu veux nous soutenir ? Toi aussi, laisse un témoignage ou commande un drapeau « Préservons ce que nous aimons ».



**Peter Rothlin**

Dr en économie (HSG)

Puisque la majorité de centre-gauche au Conseil fédéral et au Parlement refuse de limiter l'immigration, je vote OUI à l'initiative pour la durabilité !



**Jill Herzel**

Employée de bar

OUI à une immigration gérée de manière raisonnable, afin de résoudre les problèmes les plus urgents et de mettre un terme à la dégradation de la qualité de vie.



**Cyril Nobs**

Policier municipal

OUI à la préservation de la nature et de l'environnement en contrôlant durablement la démographie.



**Jessica Sandoz**

Toilette

OUI à une évolution démographique durable plutôt qu'à une immigration non contrôlée et non maîtrisée.



**Jean-François Ramé**

Étudiant - Consultant en communication

La Suisse doit pouvoir questionner librement la maîtrise de son immigration et préserver sa qualité de vie : OUI à l'initiative pour la durabilité !



**Mikaël Allaman**

Entrepreneur

Pour une Suisse à taille humaine ! Ne subissons plus la croissance, pilotons-la. Moins de bouchons, plus de respect pour notre modèle de société



**Mathias Villermulaz**

Employé de commerce

OUI à une immigration modérée et régulée durablement afin de préserver notre qualité de vie et notre prospérité.

# Participez maintenant !



[initiativedurabilite.ch/soutiens](http://initiativedurabilite.ch/soutiens)

# Le Conseil fédéral signe le traité d'adhésion à l'UE : les élites bafouent nos droits populaires !

**C'est scandaleux : le Conseil fédéral a déjà signé le nouveau traité de l'UE à Bruxelles, avant même que le Parlement et le peuple ne se soient prononcés à ce sujet ! Les partisans de l'accélération européenne au sein du Conseil fédéral font une fois de plus preuve de mépris envers nos droits populaires.**

Les conseillers fédéraux pro-UE Cassis (PLR), Baume-Schneider (PS), Jans (PS) et Pfister (Centre) bafouent nos droits démocratiques populaires ; avant même que le Parlement ait pu débattre des traités de l'UE, avant même que le peuple suisse ait pu se prononcer sur ce traité colonial, le Conseil fédéral signe le traité de plus de 2'000 pages avec l'UE.

L'attitude du Conseil fédéral est un affront sans précédent : il se rend en pèlerinage à Bruxelles et signe docilement le nouveau traité avec l'UE, un traité de soumission par lequel la Suisse doit automatiquement adopter le droit européen et toute la bureaucratie de l'UE. En cas de litige, c'est la Cour de justice de l'UE qui a le dernier mot. En d'autres termes : ce traité prive les Suisses de leurs droits démocratiques. Et pour cela, nous devrions même verser chaque an-

née des milliards de francs à l'UE en crise et fortement endettée.

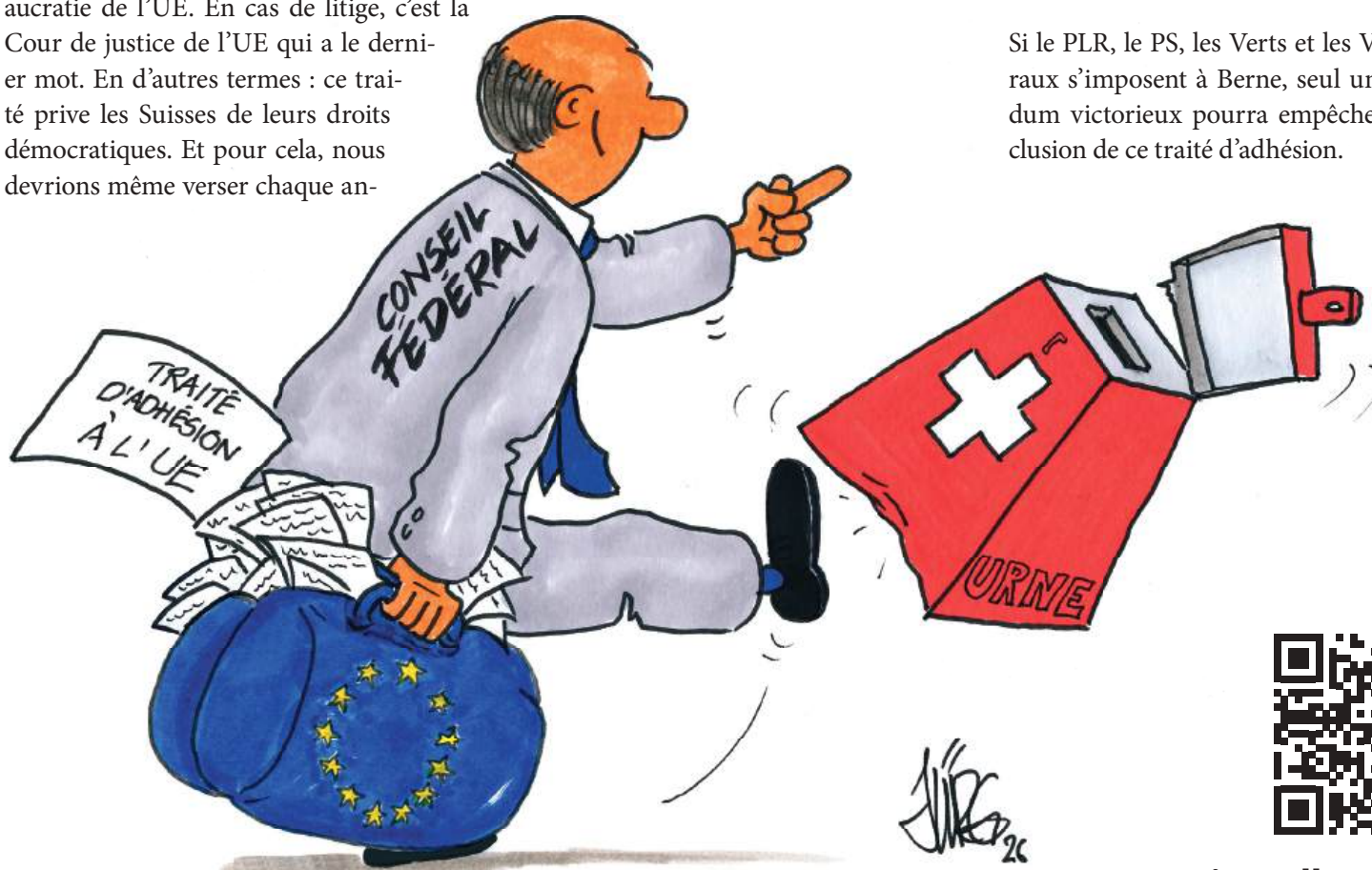
## Quelle est la suite ?

Le Conseil fédéral a par ailleurs publié le message relatif au paquet de traités européens. Il s'agit des documents officiels destinés aux travaux parlementaires. Le message, le traité de soumission et les règlements de l'UE totalisent plus de 20'000 pages ! Le Conseil fédéral submerge ainsi littéralement le Parlement. On ne laisse pas aux commissions chargées d'examiner le traité le temps nécessaire pour un traitement sérieux. Cette manière de procéder montre une fois de plus que le Conseil fé-

déral veut faire passer le traité de soumission à l'UE le plus rapidement possible, malgré toutes les résistances.

**Les prochains mois montreront si la majorité au Parlement (à l'instar du Conseil fédéral) ne souhaite pas du tout de votation populaire obligatoire.** Cela reviendrait également à contourner la majorité des cantons. Lors de son assemblée des délégués, le PLR s'est déjà prononcé contre une votation populaire obligatoire avec majorité des cantons. Le PS et les Verts y sont de toute façon opposés puisqu'ils veulent une adhésion de la Suisse à l'UE par des moyens détournés.

Si le PLR, le PS, les Verts et les Verts libéraux s'imposent à Berne, seul un référendum victorieux pourra empêcher la conclusion de ce traité d'adhésion.



# Immigration : c'est tout simplement trop

À la fin de l'année 2025, la Suisse comptera environ 9,1 millions d'habitants. La population résidente permanente aura augmenté d'un million de personnes en l'espace de 12 ans. Il faut freiner cette immigration effrénée.



Par Thomas Matter,  
entrepreneur et  
Conseiller national,  
Meilen (ZH)

Nous avons perdu le contrôle de l'immigration. Les chiffres et les faits sont sans appel :

- Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes au sein de l'UE, 1,5 million d'immigrés sont arrivés en Suisse (chiffre net).
- La population suisse croît 16x plus vite qu'en Allemagne.
- La population étrangère s'élève aujourd'hui à 2'414'408 personnes, soit 28% de la population.
- Dans le même temps, plus d'un million d'étrangers ont été naturalisés.

- Actuellement, plus de 100'000 immigrants supplémentaires arrivent chaque année en Suisse : en provenance de l'UE, de pays tiers **et par la voie de l'asile**.
- La question de l'immigration concerne en particulier la migration liée à l'asile. Depuis 2000, plus de 655'000 demandes d'asile ont été déposées en Suisse, majoritairement de jeunes hommes musulmans originaires d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc.
- En matière d'asile, nous sommes confrontés à une immigration massive vers l'État social suisse. Plus de 80% de tous les demandeurs d'asile perçoivent l'aide sociale.

## Que demande l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » ?

L'initiative pour la durabilité vise à favoriser une évolution démographique durable

plutôt qu'une explosion démographique. La population résidente permanente ne doit pas dépasser **10 millions d'ici 2050**. Pour y parvenir, des mesures s'imposent : en matière d'abus du droit d'asile et de regroupement familial. Il n'est pas acceptable que la belle-mère et l'oncle nécessitant des soins viennent eux aussi en Suisse.

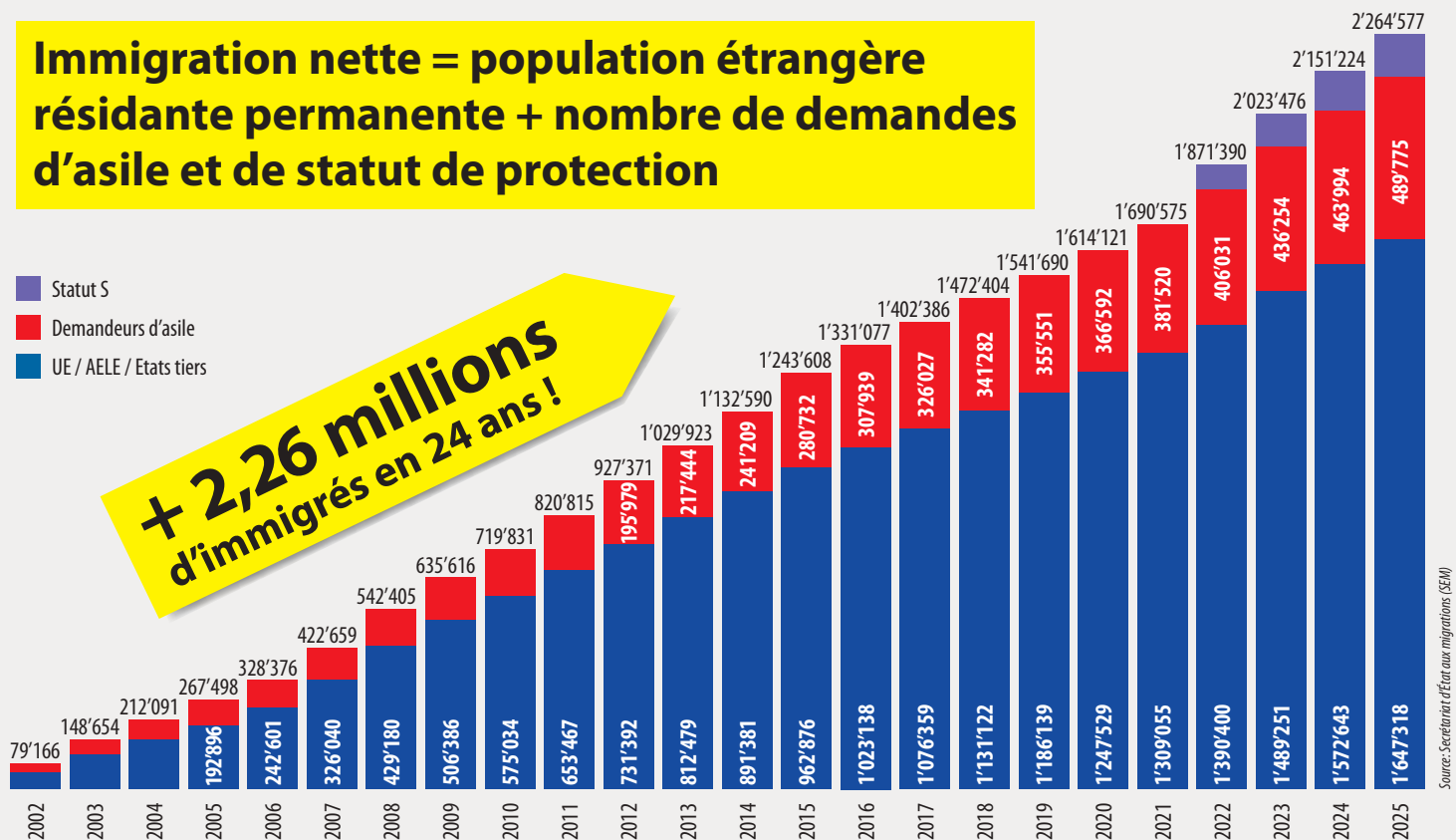
Il s'agit d'une immigration raisonnable. **Même si l'initiative était acceptée, environ 40'000 travailleurs qualifiés et autres personnes pourraient encore immigrer en Suisse chaque année.** C'est encore 4 à 5x plus que ce que le Conseil fédéral avait promis lors de l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE : à l'époque, les autorités parlaient de 8'000 à 10'000 immigrants par an au maximum.

Il n'y a donc pas de « plafond démographique rigide ». Ce sont des fausses informations délibérées diffusées par les opposants.

## Immigration nette = population étrangère résidente permanente + nombre de demandes d'asile et de statut de protection

- Statut S
- Demandeurs d'asile
- UE / AELE / Etats tiers

**+ 2,26 millions  
d'immigrés en 24 ans !**



L'immigration de masse observée depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002 se traduit également par une forte augmentation de la population résidente permanente. **Selon l'Office fédéral de la statistique, celle-ci est passée de 7,25 millions à ~9,15 millions au cours des 24 dernières années, soit une augmentation de 1,9 million fin 2025.** La population étrangère non permanente comprend les personnes en procédure d'asile (titres N, S et F) présentes depuis moins de 12 mois ainsi que les personnes titulaires d'un permis de séjour de courte durée de moins de 12 mois, comme par exemple les étudiants.

# Fixer des priorités dans les dépenses, au lieu de ponctionner sans cesse la classe moyenne !

La majorité de centre-gauche au Conseil fédéral et au Parlement prépare de nouveaux prélèvements sur le porte-monnaie de la classe moyenne et souhaite à nouveau augmenter la TVA pour financer l'armée et la 13<sup>e</sup> rente AVS. Au lieu de ponctionner toujours plus d'argent durement gagné aux citoyennes et citoyens, il est enfin temps de faire preuve de discipline dans les dépenses.



Par Thomas Stettler,  
Conseiller national,  
Soyhières (JU)

Celui qui gère son argent de manière responsable fixe des priorités dans ses dépenses. C'est précisément ce qui semble totalement étranger aux politiciens de centre-gauche au Palais fédéral lorsqu'il s'agit de l'argent des contribuables. Il suffit de regarder les dépenses de la Confédération : elles ont triplé depuis 1990, passant de 31,6 à 95,7 milliards de francs prévus pour 2028. Dans le même temps, la performance économique (PIB) n'a fait que doubler.

Particulièrement choquant : la Confédération consacre aujourd'hui près de **8 milliards de francs** issus de nos impôts au domaine de l'asile, de la migration et de l'aide au développement – soit plus du double de ce qui est consacré à l'agriculture et à l'alimentation

(environ 4 milliards de francs) – alors même que nous ne sommes pas capables de couvrir la moitié de nos besoins alimentaires avec notre propre production. Cela devrait faire réfléchir.

Des milliards sont ainsi envoyés à l'étranger et attribué à des bénéficiaires de

l'asile. En même temps, le Conseil fédéral affirme qu'il n'y a pas assez d'argent pour rendre à notre armée, presque à bout de souffle après des années d'économies, sa capacité de défense. Il prétend qu'il faudrait augmenter les recettes.

C'est totalement faux ! La Confédération n'a pas un problème de recettes, mais un problème de dépenses ! Pourtant, au lieu d'instaurer enfin une discipline budgétaire, la majorité de centre-gauche à Berne préfère encore puiser davantage dans les poches des citoyens. Concrètement, le ministre de la Défense

« Le centre-gauche veut soutirer 6,2 milliards de francs supplémentaires à la classe moyenne qui travaille dur chaque jour. »

« La Confédération n'a pas un problème de recettes, mais un problème de dépenses ! Pourtant, au lieu d'instaurer enfin une discipline budgétaire, la majorité de centre-gauche à Berne préfère encore puiser davantage dans les poches des citoyens. »

Martin Pfister (Le Centre) souhaite augmenter à nouveau la TVA de 0,8 % (ce qui correspond à 3,1 milliards de francs de recettes annuelles). Pour financer la 13<sup>e</sup> rente AVS, une hausse supplémentaire de 0,7 % est également envisagée (jusqu'à 2,5 milliards de francs par an). Rappelons que la TVA a déjà été augmentée de 0,4 % en 2024 pour financer l'AVS.

À cela s'ajoutent, dès 2027, les hausses suivantes :

– 400 millions de francs via l'augmentation de la taxe automobile sur les

véhicules électriques

– 200 millions de francs de taxe supplémentaires sur l'essence et le diesel.

En résumé : le centre-gauche veut soutirer 6,2 milliards de francs supplémentaires à la classe moyenne qui travaille dur chaque jour. Par habitant, cela représenterait une charge supplémentaire de 681 francs par an. Ce sont une fois de plus les travailleurs de la classe moyenne qui paieraient l'essentiel.

Nous nous opposons fermement à cette ponction du porte-monnaie de la population active et demandons un arrêt clair de la croissance des dépenses ainsi qu'une priorisation des tâches essentielles. L'accent doit être mis sur les domaines où les dépenses ont augmenté de manière disproportionnée ces 30 dernières années, notamment l'aide au développement et l'asile. Il serait ainsi tout à fait possible de dégager chaque année plus de 3 milliards de francs pour notre sécurité. Encore faut-il le vouloir !

1. Asile, migration et statut de protection S : plafonnement à 2 milliards de francs par an et réforme globale du système d'asile – **économie : 2 milliards de francs**
2. Aide publique au développement : plafonnement à 2 milliards de francs par an – **économie : 1 milliard de francs**
3. Dépenses de personnel de la Confédération : plafonnement à 6 milliards de francs par an –

- économie : 0,5 milliard de francs.**
4. Conseil et services externes : plafonnement à 500 millions de francs par an – **économie : plus de 200 millions de francs.**
  5. Compensation sociodémographique : plafonnement à 300 millions de francs par an – **économie : plus de 200 millions de francs.**
  6. Office fédéral de la culture, Pro Helvetia et promotion du cinéma : réduction de moitié des dépenses de personnel – **économie : plus de 60 millions de francs.**
  7. Fondation immobilière : suppression – **économie : plus de 60 millions de francs.**
  8. Fonds environnementaux multilatéraux : suppression – **économie : 50 millions de francs.**
  9. Office fédéral de la statistique : plafonnement à 150 millions de francs par an – **économie : 30 millions de francs.**
  10. Office fédéral de la santé : retour aux dépenses de personnel de 2019 (de

107 à 86 millions de francs) – **économie : plus de 20 millions de francs.**

À eux seuls, ces quelques exemples représentent une marge de manœuvre financière de plus de 4 milliards de francs par an. Nous nous engageons pour une gestion rigoureuse de l'argent public et pour une hiérarchisation claire des dépenses. C'est ainsi que nous pourrions préserver à l'avenir notre frein à l'endettement – afin que nos enfants et petits-enfants puissent continuer à vivre dans une Suisse stable.



# + 100'000 habitants par an dans not

## Energie

### Par année, en plus

55 grandes éoliennes  
21% de la production  
annuelle de la centrale  
nucléaire de Beznau I

## Trafic

### En plus, chaque année

53'157 nouvelles voitures  
34 locomotives et  
wagons CFF  
75 nouveaux bus (TP)

## Agriculture

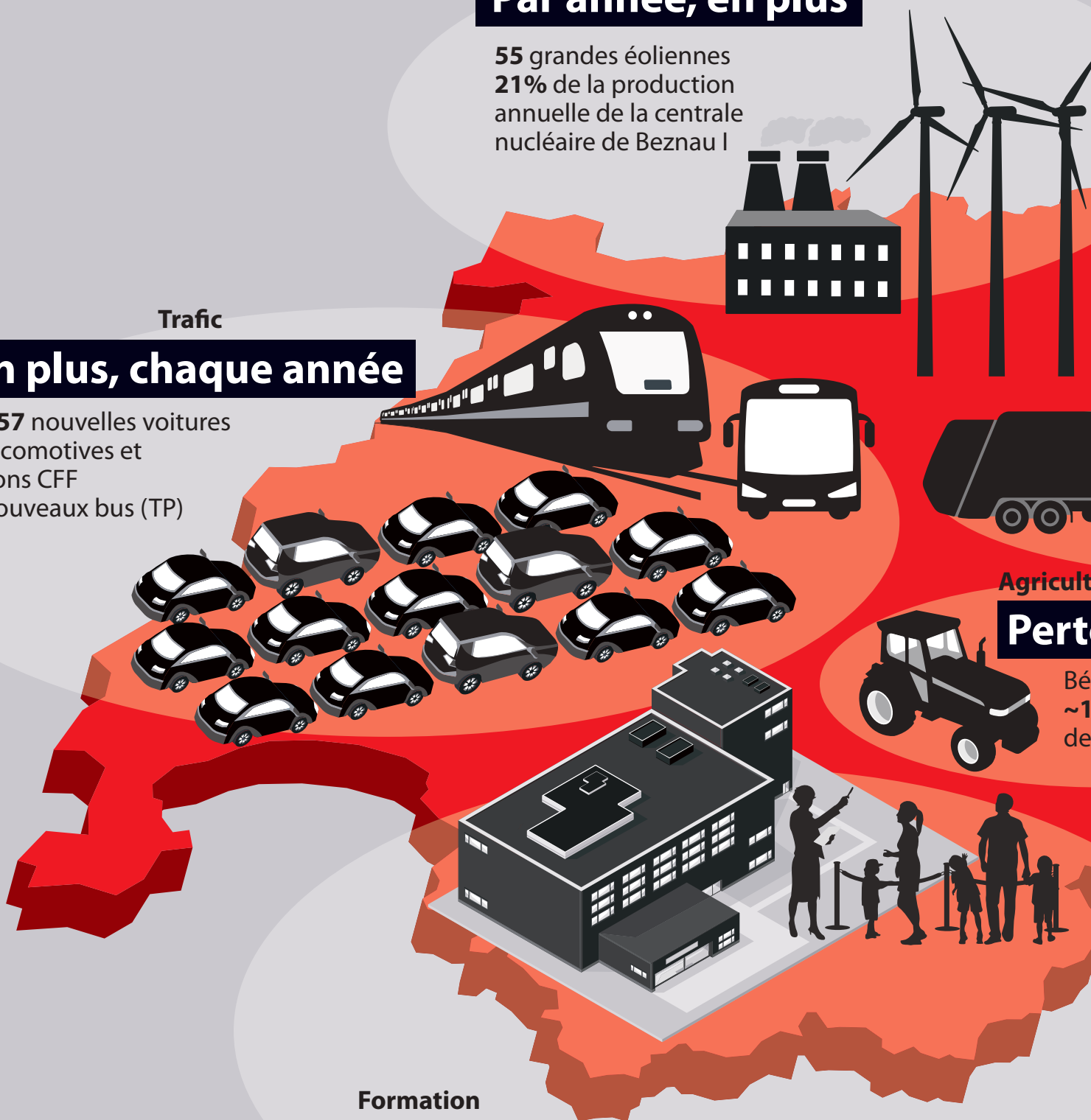
### Perte

Bé  
~1  
de

## Formation

### Par année, en plus

114 écoles  
595 classes  
780 enseignants  
à plein temps



# tre pays, qu'est-ce que ça implique ?



## Logements

**Par année, en plus**

environ ~45'000 logements

## Déchets

**Par année, en plus**

67'000 tonnes supplémentaires



## ure

**e, chaque année**

tonnage d'environ  
**m<sup>2</sup> par seconde**  
puis 30 ans.



## Santé

**Par année, en plus**

468 médecins  
420 lits d'hôpitaux  
2'073 aide soignants

PLUS ATTRAYANT QUE JAMAIS

DEFENDER



landrover.ch

SWISS SERVICE PACKAGE

**5** ans de Free Service  
ans de Road Assistance  
ans de garantie



# L'UDC œuvre au parlement contre la criminalité importée

Depuis plusieurs années, notre pays fait face à une pression migratoire croissante qui n'est plus maîtrisée. Chaque mois, des milliers de personnes arrivent en Suisse sans que les autorités ne parviennent à reprendre le contrôle de la situation.



Par Yvan Pahud  
Conseiller national,  
L'Auberson (VD)

Derrière les discours rassurants, la réalité est bien différente : cette politique d'asile laxiste a des conséquences directes sur la sécurité de nos concitoyens. Les chiffres sont alarmants. La criminalité liée à certains milieux de l'asile a fortement progressé ces dernières années, au point de devenir une préoccupation majeure pour la population. Il ne s'agit pas de stigmatiser, mais de constater un fait : une part importante des infractions commises dans notre pays est aujourd'hui liée à des personnes qui n'auraient jamais dû pouvoir s'y installer durablement.

Face à cette situation, il est incompréhensible que le Conseil fédéral tarde à agir avec

fermeté. La Suisse ne peut pas continuer à subir les effets d'une politique des frontières ouvertes qui met en danger la sécurité intérieure et pèse lourdement sur nos finances publiques. Il est temps de rappeler une évidence : la première responsabilité d'un État est de protéger sa population. **Or, 57,9% des crimes en 2025 sont causés par des étrangers. A peine 40% des crimes sont le fait de ressortissants suisses, mais – comme le souligne le professeur Urbaniok, ancien médecin chef du service psychiatrique et psychologique (DDP) à l'office de l'exécution des peines du canton de Zurich, dans une récente étude – un crime sur deux est commis par un Suisse naturalisé. La part des crimes commis par des individus d'origine étrangère se situe donc autour de 80% dans notre pays. Inadmissible !**

**Règles strictes, procédures rapides, renvois effectifs**

Au Parlement, l'UDC s'engage concrètement pour inverser cette tendance. Des propositions claires ont été déposées

pour réduire le nombre de demandes d'asile, limiter les abus et renforcer les mesures contre les délinquants. Certaines avancées ont été obtenues, malgré l'opposition d'une gauche idéologique qui refuse de voir la réalité en face.

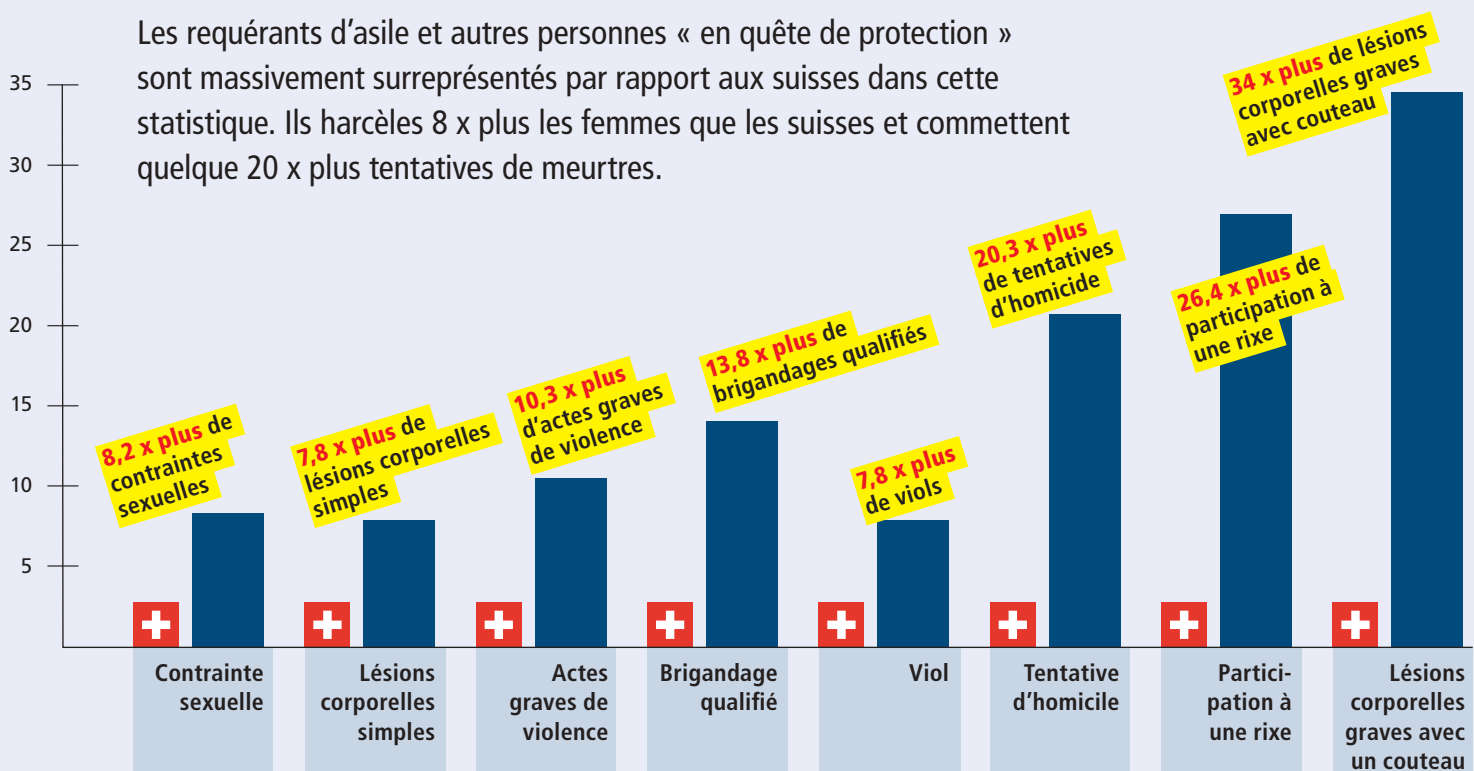
Plus préoccupant encore, certains partis continuent de s'opposer à des mesures de bon sens, y compris lorsqu'il s'agit de protéger les victimes. Cette attitude est irresponsable. Défendre systématiquement les auteurs au détriment des citoyens honnêtes n'est pas une politique, c'est un déni.

La Suisse doit retrouver le contrôle de sa politique migratoire. Cela passe par des règles strictes, des procédures rapides et des renvois effectifs pour ceux qui n'ont pas leur place ici ou qui enfreignent nos lois. Notre pays a le droit – et le devoir – d'assurer la sécurité de sa population et de préserver ses valeurs.

**Il est encore temps d'agir. Mais pour cela, il faut du courage politique.**

## Les requérants d'asile poignent 34 x plus que les suisses !

Les requérants d'asile et autres personnes « en quête de protection » sont massivement surreprésentés par rapport aux suisses dans cette statistique. Ils harcèlent 8 x plus les femmes que les suisses et commettent quel que 20 x plus tentatives de meurtres.



Source : Statistiques policières de la criminalité 2025, population résidente suisse au 3<sup>e</sup> trimestre 2025, statistiques sur l'asile 12/2025

# La neutralité suisse : un pilier à défendre sans compromis

**La neutralité n'est pas une option parmi d'autres. Elle est l'un des fondements de notre prospérité, de notre sécurité et de notre crédibilité internationale. Pourtant, ces dernières années, elle a été affaiblie par des décisions politiques qui brouillent notre position et entament la confiance dont bénéficie la Suisse à l'étranger.**



Par Céline Amaudruz,  
Conseillère nationale,  
Genève (GE),

La neutralité suisse est un instrument concret de politique étrangère, reconnu depuis 1815, qui a permis à notre pays de rester à l'écart des conflits et de s'imposer comme un acteur respecté sur la scène internationale. C'est précisément cette constance qui a fait de Genève une capitale mondiale du dialogue, siège des Nations Unies, du CICR et de centaines d'ONG.

Mais cette position privilégiée repose sur une condition : la crédibilité. Or, celle-ci se

fragilise dès lors que la Suisse donne le sentiment de s'aligner sur un camp. Lorsque notre pays reprend des sanctions ou s'inscrit dans des logiques de blocs, il s'éloigne de son rôle de médiateur. Sans neutralité claire, la Suisse s'expose à des pressions politiques et perd sa capacité à offrir ses « bons offices ».

## L'érosion de la neutralité, un danger systémique

Une Suisse perçue comme partielle ne peut plus être un lieu de négociation crédible. Elle affaiblit Genève internationale, qui dépend de notre neutralité. Aujourd'hui, certains signaux montrent que ce rôle est remis en question, au moment même où le monde aurait plus que jamais besoin de médiation. Sans neutralité, la Suisse est menacée jusque

dans son intégrité territoriale ; au milieu des grandes puissances dans un monde globalisé et instable, cette dangereuse posture n'est tout simplement pas imaginable.

L'initiative sur la neutralité vise à remettre de la clarté là où l'ambiguïté s'est installée, inscrivant dans la Constitution une neutralité « perpétuelle et armée », garante de notre indépendance et de notre sécurité. Elle fixe un cap : celui d'une Suisse souveraine, qui ne se laisse pas entraîner dans des alliances militaires ni dans des conflits étrangers.

Pour Genève, pour la Suisse, une neutralité forte n'est pas un repli mais une force, la condition de notre liberté d'action, de notre crédibilité et de notre rôle unique de pont entre les nations. OUI à l'initiative sur la neutralité, c'est défendre ce qui fait la Suisse.

Reisen  
Aebi

Nature, aventures et convivialité



Mongolie

du 6 au 18 juillet 2026

Oest du Canada

du 21 août au 2 septembre 2026

Est du Canada

du 21 septembre au 3 octobre 2026

Guide touristique: Andreas Aebi

conseiller national UDC de 2007 à 2023

Commandez dès maintenant, sans engagement, le programme de voyage.

Aebi Reisen GmbH, Alchenstorf | Tel. 034 415 16 37 | [www.aebi-andreas.ch](http://www.aebi-andreas.ch) | [info@aebi-reisen.ch](mailto:info@aebi-reisen.ch)

# OUI à la loi sur le service civil, pour assurer les effectifs de l'armée à long terme

La modification prévue de la loi sur le service civil constitue une étape importante pour freiner l'exode constant au sein de l'armée. Les mesures proposées ne vont toutefois pas encore assez loin pour garantir à long terme les effectifs nécessaires à la défense.



Par Piero Marchesi,  
Conseiller national,  
Tresa (TI)

Face à la situation de menace mondiale, la Suisse est confrontée à des défis croissants. Outre l'équipement insuffisant de l'armée, ses effectifs sont également source d'inquiétude. De plus en plus de militaires optent pour le service civil plutôt que pour le service militaire, ce qui **compromet la capacité de défense** de l'armée et rend difficile une planification fiable.

Les modifications de la loi sur le service civil proposées à présent apportent de premières

améliorations. Ainsi, à l'avenir, toutes les personnes passant du service militaire au service civil devront accomplir au moins 150 jours de service. De plus, la règle selon laquelle les personnes effectuant le service civil doivent accomplir une fois et demie plus de jours de service que les militaires s'appliquera également aux sous-officiers et aux officiers. Par ailleurs, les personnes ayant terminé leurs études de médecine ne devraient plus être autorisées à passer au service civil. Chaque civiliste devrait effectuer une mission par an, et la mission dite « longue » devrait avoir lieu au plus tard l'année suivant l'admission au service civil.

**Pour ces raisons, il faut voter clairement OUI à la modification de la loi sur le service civil le 14 juin.**

Ces mesures sont attendues depuis longtemps et permettront au moins de freiner l'augmentation constante du nombre de départs de l'armée vers le service civil.

**À long terme, des réformes plus approfondies sont toutefois nécessaires.** La réintroduction d'un **examen de conscience** pour le service civil serait notamment décisive. Parallèlement, il serait judicieux de regrouper le service civil et la protection civile au sein d'une protection contre les catastrophes.

Ce n'est qu'avec de tels ajustements structurels que nous pourrions rétablir l'équité en matière de service militaire et renforcer la volonté de servir. Il s'agit là d'un fondement important pour la capacité de défense **à long terme** de notre armée et, par conséquent, pour la sécurité de notre Suisse.



## Pour une armée suisse forte

# L'immigration est hors de contrôle et en plus, c'est nous qui devons payer ! Il faut freiner l'immigration dès maintenant !

La Suisse compte déjà plus de 9,1 millions d'habitants. En l'espace de seulement 12 ans, 1 million de personnes ont immigré. Il faut freiner ce flux effréné. Les délégués de l'UDC se sont prononcés à l'unanimité en faveur de l'initiative pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ! ».

L'immigration de masse aggrave la pénurie de logements. Les loyers explosent. C'est nous qui payons ! Il y a 150'000 chômeurs en Suisse. La moitié sont des étrangers. Et pourtant, on continue à faire venir encore plus d'étrangers dans le pays. C'est nous qui payons ! 68 % de tous les bénéficiaires de l'aide sociale en Suisse sont des étrangers et des demandeurs d'asile. C'est nous qui payons !

## Nous payons et payons encore

Une « famille de réfugiés » de sept personnes à Wattwil coûte 400'000 francs par an. Cela représente 4'700 francs par mois pour chaque membre de la famille. C'est nous qui payons ! À cause de l'immigration, il faut investir des milliards de francs dans les transports publics, les écoles, les routes

et les infrastructures. Chaque année ! C'est nous qui payons !

Cela ne peut pas continuer ainsi ! Les délégués de l'UDC Suisse ont adopté à l'unanimité, par 396 voix, le mot d'ordre « OUI » à l'initiative pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ».



-----  
Annonce



## BUFFAT FINANCE

### Votre hypothèque, notre savoir-faire.

### Taux fixe 10 ans dès 1,44%

Profitez d'un accompagnement personnalisé et de conditions avantageuses pour concrétiser vos projets immobiliers en toute sérénité. Nous comparons pour vous les meilleures offres du marché et trouvons la solution la plus adaptée à votre situation.

#### Buffat Finance

Conseil & Courtage en hypothèques

Chemin de la Riaz 3, 1418 Vuarrens

079 200 77 59

[www.buffatfinance.ch](http://www.buffatfinance.ch)

[info@buffatfinance.ch](mailto:info@buffatfinance.ch)

### Mot d'ordre de l'assemblée des délégués

« Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) »

**OUI**

Modification du 26 septembre 2025 de la loi fédérale sur le service civil (LSC)

**OUI**

# L'UDC renforce sa position

Les récentes élections communales vaudoises de 2026 marquent une étape importante pour l'UDC dans le canton de Vaud. Scrutin après scrutin, notre parti confirme son enracinement, sa crédibilité et, surtout, la pertinence des idées qu'il défend avec constance et détermination.



Par Sylvain Freymond,  
Conseiller national,  
Montricher (VD)

Dans de nombreuses communes, l'UDC progresse, gagne des sièges et renforce sa présence au sein des exécutifs comme des législatifs. Ce succès n'est pas le fruit du hasard : il est le résultat du travail engagé de nos sections locales, de nos élus et de nos militants, proches du terrain et à l'écoute des préoccupations concrètes de la population.

Cette dynamique positive s'inscrit dans un contexte où les Vaudois attendent des réponses claires face aux défis actuels : maîtrise des finances publiques, mobilité, sécurité, pression migratoire et préservation de notre qualité de vie. Sur ces enjeux essentiels, l'UDC apparaît plus que jamais comme une force cohérente, capable de proposer des solutions pragmatiques et de défendre les intérêts de la majorité silencieuse.

« L'UDC apparaît plus que jamais comme une force cohérente, capable de proposer des solutions pragmatiques. »

Malgré une élection complémentaire au Conseil d'Etat manquée de peu, le candidat UDC Jean-François Thuillard ayant été devancé par le socialiste Roger Nordmann, la mobilisation dans les urnes et la progression globale de l'UDC prouve que nous visons juste. L'UDC poursuivra vigoureusement ses engagements pour la population et remercie toutes les personnes qui l'ont soutenue lors de ces deux élections.

Annonce



  
DS AUTOMOBILES

## N°8

749 KM D'AUTONOMIE ÉLECTRIQUE  
DISPONIBLE EN 4X4 AVEC 350 CH  
DÈS 49'900 CHF

Offres valables sur les véhicules vendus du 01.04.2026 jusqu'à 30.04.26. Offres réservées aux clients particuliers, dans le réseau de concessionnaires DS participant. Prix de vente conseillés incluant la TVA. N°8 230 FWD PALLAS 49'900 CHF; consommation mixte 19,3 kWh/100 km; émissions de CO<sub>2</sub> 0 g/km, catégorie d'efficacité énergétique C. Modèle présenté avec options: N°8 230 FWD PALLAS 52'000 CHF. Photo symbolique. AC Automobile Schweiz AG se réserve le droit de modifier sans préavis les données techniques, les équipements et les prix. Les valeurs énergétiques respectent les normes WLTP. La garantie premium DS Sérénité de 8 ans étend gratuitement la garantie constructeur (3 ans/100 000 km) jusqu'à 8 ans ou 160'000 km, au premier terme atteint, à condition que les entretiens soient effectués sans interruption dans le réseau officiel de réparateurs DS conformément au plan d'entretien. Valable pour tous les véhicules de tourisme DS entièrement électriques (BEV) neufs vendus en Suisse à partir du 16 septembre 2025 (spécifique DS 3: à partir de février 2026) avec justificatif d'entretien conforme aux prescriptions du réseau officiel de réparateurs DS. Vous trouverez les conditions complètes sous [www.dsautomobiles.ch](http://www.dsautomobiles.ch).

DS SÉRÉNITÉ  
JUSQU'À 8 ANS  
GARANTIE PREMIUM



# Initiative populaire fédérale Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) ?

# OUI



Votation fédérale du 14 juin 2026

## PARTICIPEZ MAINTENANT !

### Commandez du matériel de campagne !

- Je commande \_\_\_\_\_ **drapeaux** à accrocher à l'extérieur, 120 x 80 cm
- Je commande \_\_\_\_\_ **autocollants** (forme élliptique, de la taille du CH pour les voitures 16.15 x 10.15 cm)
- Je commande \_\_\_\_\_ **affiches B1 alvéolées « protéger la Suisse »** (format mondial) (70,7 x 100 cm)
- Je commande \_\_\_\_\_ **affiches alvéolées B1 « agglo »** (format mondial) (70,7 x 100 cm)
- J'écris volontiers un courrier de lecteur. Merci de prendre contact avec moi.



Drapeau



Autocollant

### S'engager et soutenir en ligne !

- Je paie et fais distribuer le **prospectus** directement par la poste dans les communes de mon choix via la **plateforme d'envois en ligne** :  
[www.prospectus-partout.ch/initiativepourladurabilite/sponsorisez-f](http://www.prospectus-partout.ch/initiativepourladurabilite/sponsorisez-f)



Scannez le QR code avec votre Natel

- Affichez votre soutien** et publiez un post **personnalisé sur les réseaux sociaux**.



Scannez le QR code avec votre Natel

- N'oubliez pas** de vous inscrire à notre **newsletter**.



Scannez le QR code avec votre Natel

- Je soutiens** la campagne de l'**initiative pour la durabilité** avec un don.



Scannez le QR code avec votre Natel

- Merci de m'envoyer un bulletin de versement



Affiche B1 « Protéger la Suisse »



Affiche B1 « agglo »

### Votre adresse :

Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Rue : \_\_\_\_\_ NPA / Localité : \_\_\_\_\_

Téléphone/Mobile : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Date / signature : \_\_\_\_\_

### Vous pouvez renvoyer le formulaire dument rempli à :

Initiative pour la durabilité  
c/o UDC Suisse  
Case Postale, 3001 Berne  
031 300 58 58, [info@svp.ch](mailto:info@svp.ch)



[initiativepourladurabilite.ch](http://initiativepourladurabilite.ch)

